

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 624

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

624

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 624 4 février 1982
Dix-neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 52 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
André Gavillet
Pierre Gilliand
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
J. Cornuz
Gil Stauffer

Domaine public

Le tertiaire roi

Licenciements chez Bulova à Bienne, chez Hispano-Oerlikon à Genève, licenciements un peu partout dans le Jura, recrudescence du chômage partiel. Et ce n'est qu'un début. La situation dans l'industrie horlogère et dans l'industrie des machines donne malheureusement raison aux Cassandres qui depuis longtemps analysaient les faiblesses de ces branches sous leur prospérité apparente: essentiellement, une absence d'imagination dans la recherche et la mise au point de produits nouveaux, des carences qui font de ces industries les victimes toute désignées de la crise qui déferle aujourd'hui sur l'économie mondiale et à laquelle la Suisse a cru pouvoir échapper.

Qu'on ne s'y trompe pas, au surplus: les gros titres de la presse qui font l'émotion ne sont que la pointe de l'iceberg; les licenciements de grande envergure ne doivent pas masquer la situation très difficile des sous-traitants des grandes sociétés concernées: là, les commandes tarissent encore plus brutalement, sans espoir de décrocher des mandats ailleurs, les entreprises qui distribuaient du travail étant désormais sur les rangs, avec ce qui leur reste de moyens de production souvent considérables, pour faire les meilleures offres à la moindre occasion.

Des dirigeants de sociétés et des responsables syndicaux dépassés, des autorités politiques dont la politique économique se résume à des relations personnelles, voire à du copinage. Lorsque DP dénonçait abruptement la faiblesse de ce responsable cantonal qui n'avait que les lois du marché à la bouche, ce fut malheureusement assimilé à du pamphlet facile. Aujourd'hui, les chômeurs sont

les victimes d'un laisser-faire catastrophique. Et les défilés de protestation ne rempliront pas des carnets de commande vides.

Reste d'une actualité toujours plus évidente l'initiative pour une protection contre les licenciements qui permettrait en tout cas d'éviter des situations de fait accompli intolérables.

En toile de fond de la crise actuelle, des manques qui ne datent pas d'hier. Pour ne prendre que cet exemple: dans notre pays, les petits groupes d'industriels, d'hommes politiques, d'universitaires qui tentent de développer la recherche en microtechnique passent pour des audacieux... et en l'état le sont effectivement! Pendant ce temps, au Japon, l'Etat investit des milliards dans l'industrie de la robotique. Quelle différence dans les objectifs et dans les moyens mis en œuvre.

A court terme, l'économie suisse semble promise à un essor encore plus marqué du secteur tertiaire, à celui des activités commerciales et bancaires — et là, ça nous promet de belles débauches publicitaires, payantes comme il se doit, au moment du débat sur l'initiative socialiste! Admettre cette inclinaison de notre pays ne signifie pas qu'on

SUITE ET FIN AU VERSO

DOMAINE PUBLIC

Merci

Merci à toutes celles et tous ceux qui ont fait bon usage du bulletin vert glissé fin novembre dernier dans DP et qui nous ont renouvelé leur confiance (à toutes fins utiles, voir indications pratiques en première page). Notre reconnaissance est d'autant plus grande, que, comme on le sait, DP n'a pas d'autre ressource que les abonnements pour continuer à paraître.